

Laissés-pour-compte : les effets locaux de la désindustrialisation en France

Notes IPP

n° 123

Février 2026

Brice Berland
Marco Tabellini
Clémence Tricaud

www.ipp.eu

Modèle de citation :

Berland, Brice, Tabellini, Marco et Tricaud, Clémence, « Laissés-pour-compte : les effets locaux de la désindustrialisation en France », *Notes IPP*, n° 123, Institut des politiques publiques, février 2026.

Comment la désindustrialisation a-t-elle remodelé la vie économique et sociale locale en France ? Cette note montre que les communes ayant connu les plus fortes baisses de l'emploi industriel ont fait face à un chômage durablement plus élevé, à des revenus plus faibles, à une croissance démographique plus lente et à un isolement social accru. La désindustrialisation a également réduit la participation civique, en diminuant la participation électorale et le soutien à l'intégration européenne. Elle a aussi augmenté la part des voix en faveur de l'extrême droite. Nous montrons en outre que ces territoires se distinguent nettement dans la vie communautaire contemporaine : les communes les plus exposées au déclin industriel disposent aujourd'hui de moins d'équipements de proximité — tels que des commerces, services de santé et équipements culturels — et voient émerger moins d'associations. Ensemble, ces résultats documentent comment le recul de l'industrie a transformé non seulement les économies locales, mais aussi le tissu social et civique des communautés françaises.

- La désindustrialisation a conduit à une stagnation économique durable : une baisse de 10 points de pourcentage de la part de l'emploi industriel entre 1968 et 2016 est associée à un taux de chômage supérieur de 1 point et à un revenu moyen par habitant inférieur de 3,8 %.
- La désindustrialisation a favorisé l'isolement social : une baisse de 10 points de pourcentage de l'emploi industriel est associée à une hausse de 6,5 % de la part des personnes vivant seules et à une diminution des taux de mariage.
- La désindustrialisation a remodelé la composition démographique des communes françaises : une baisse de 10 points de l'emploi industriel est liée à une croissance démographique plus lente, principalement en raison des départs de population, ainsi qu'à un ratio de dépendance démographique plus élevé, reflétant le vieillissement de la population.
- Le recul industriel est associé à un affaiblissement marqué de la vie communautaire contemporaine : les communes ayant connu une baisse de 10 points de pourcentage supplémentaire de l'emploi industriel depuis 1968 disposent aujourd'hui de 9,5 équipements de proximité en moins pour 10 000 habitants et enregistrent une forte diminution de la création de nouvelles associations.
- La désindustrialisation a des conséquences politiques durables : l'affaiblissement des structures économiques et sociales s'accompagne d'une baisse de la participation électorale, d'un recul du soutien à l'intégration européenne et d'une augmentation significative du vote en faveur de l'extrême droite.



Le secteur manufacturier a longtemps été considéré comme l'un des piliers du développement économique moderne et de l'ordre social libéral qui en a émergé. Au-delà de son rôle moteur dans la croissance économique, l'industrie a également constitué un vecteur majeur d'inclusion sociale. La ville-usine n'était pas seulement un lieu de production : elle était une institution sociale où se croisaient travail, identité et solidarités locales.

Depuis les années 1970, ce monde a profondément changé. La France est entrée dans la période d'après-guerre avec l'un des secteurs industriels les plus importants d'Europe occidentale : en 1968, plus d'un travailleur sur quatre était employé dans l'industrie, une proportion comparable à celle de l'Allemagne et nettement supérieure à celle des États-Unis à l'époque. La France a ensuite connu l'un des déclin industriels les plus marqués, ce qui la place aujourd'hui parmi les économies les plus désindustrialisées du G7. Cette transformation structurelle a alimenté de nombreux débats sur les inégalités territoriales, la fragmentation sociale et la désaffection politique dans les anciennes régions industrielles.

Cette note analyse les conséquences locales à long terme de la désindustrialisation en France. En mobilisant des données administratives couvrant plusieurs milliers de communes sur cinq décennies, elle documente comment le déclin de l'emploi industriel a affecté non seulement les économies locales, mais aussi les dynamiques démographiques, la cohésion sociale et l'engagement citoyen. En se concentrant sur l'échelle communale — là où les transformations économiques impactent directement la vie quotidienne — cette analyse met en lumière les défis territoriaux engendrés par le déclin industriel et alimente la réflexion sur les politiques publiques visant à revitaliser les territoires laissés pour compte.

Le déclin de l'industrie en France

Depuis 1968, la part de l'emploi industriel est passée de près de 27 % à environ 12 % en 2016, ce qui représente une perte nette de plus de 2,5 millions d'emplois.

Ce déclin résulte à la fois de chocs successifs et de transformations structurelles. Les chocs pétroliers des années 1970 ont fortement accru le coût de l'énergie et, combinés à l'entrée sur le marché du travail des générations du baby-boom, ont conduit à l'émergence du chômage de masse. Les gains de productivité, la réorientation de la demande vers les services et la hausse des coûts du travail ont également réduit l'emploi industriel. La mondialisation a ensuite accéléré le processus. L'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 et la concurrence des économies européennes à bas coûts ont renforcé les incitations à la délocalisation, en particulier en France, où la production est dominée par de grandes entreprises. La dernière vague de

désindustrialisation a suivi la crise financière de 2008.

Comme le montre la [Figure 1](#), le déclin industriel a affecté les communes de manière très inégale sur le territoire. Si les bassins industriels historiques — miniers et sidérurgiques du Nord et de l'Est — ont connu de profondes restructurations, d'autres régions ont également subi d'importantes réductions de l'activité industrielle, notamment l'Ouest et le Centre de la France, spécialisés dans l'industrie légère. La carte révèle aussi une forte hétérogénéité infrarégionale : des communes séparées de quelques kilomètres seulement ont souvent suivi des trajectoires très différentes. Comme nous le verrons, ces disparités spatiales se sont traduites par des divergences persistantes en termes économiques, sociaux et politiques.

Méthodologie

Nous utilisons deux stratégies empiriques complémentaires pour étudier l'impact du déclin industriel sur les communes françaises au cours des cinq dernières décennies :

(1) Régressions en premières différences (panel). Cette stratégie exploite les variations de la part des résidents employés dans l'industrie entre chacune des huit vagues de recensement et les relie aux évolutions de nos indicateurs économiques, sociaux et démographiques sur la même période. Elle contrôle pour des effets fixes communaux et des effets fixes propres à chaque période de recensement, exploitant ainsi les variations intra-communales au fil du temps. Le coefficient estimé mesure l'association moyenne, au sein d'une commune, entre les variations de l'emploi industriel et les évolutions contemporaines des indicateurs économiques ou sociaux, tout en tenant compte des caractéristiques communales constantes dans le temps et des évolutions nationales touchant toutes les communes simultanément.

(2) Régressions en longue différence. Cette stratégie met en relation les variations globales des indicateurs entre 1968 et 2016 avec la variation correspondante de long terme de l'emploi industriel. Les effets fixes communaux absorberaient toute la variation dans cette spécification ; nous incluons donc des effets fixes départementaux afin de tenir compte des différentes trajectoires régionales. Cette approche poursuit deux objectifs. Premièrement, en se concentrant sur les effets cumulés de long terme plutôt que sur les ajustements de court terme, elle capture l'ampleur complète de la transformation structurelle observée sur cinq décennies. Deuxièmement, en condensant le panel en une seule période, elle limite les biais potentiels liés à des effets de traitement hétérogènes dans les modèles à effets fixes.

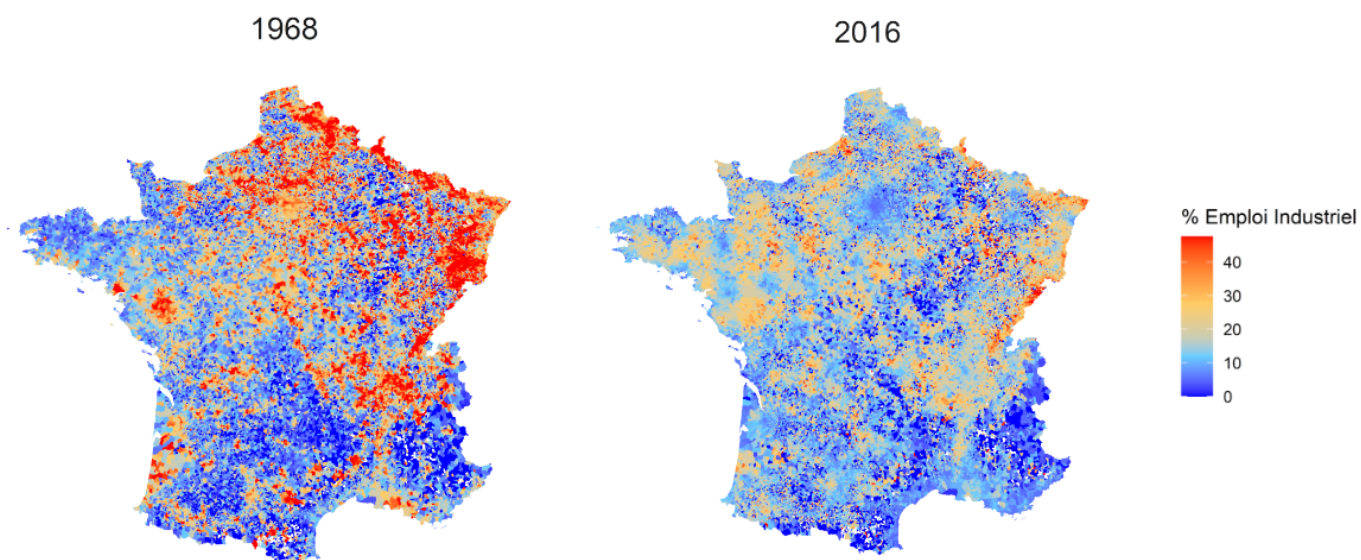
Toutes les régressions sont pondérées par la population

Encadré 1 : Données et échantillon d'analyse

Données. Notre étude mobilise quatre principales sources de données au niveau communal. Premièrement, nous utilisons les bases de recensement complémentaires mises à disposition via Saphir (INSEE), couvrant huit vagues de recensement (1968, 1975, 1982, 1990, 1999, 2006, 2011 et 2016). Cela nous permet de mesurer la part de l'emploi industriel parmi les résidents ainsi que les caractéristiques socio-économiques locales, notamment la composition des ménages, l'âge et le niveau d'éducation. Deuxièmement, afin d'évaluer l'impact économique de la désindustrialisation au-delà de l'emploi, nous utilisons des variables économiques supplémentaires issues de Piketty et Cagé (2023) : revenu par habitant, PIB local et prix de l'immobilier. Les variables politiques proviennent également de Piketty et Cagé (2023). Nous exploitons les résultats communaux des élections présidentielles et législatives de 1967 à 2017. Troisièmement, nous utilisons la Base Permanente des Équipements (BPE) de 2018 pour mesurer le nombre d'équipements de proximité disponibles dans chaque commune. Nous regroupons les équipements en six catégories : santé, éducation, autres services publics (bureaux de poste et gares), culture, sport et commerces. Enfin, nous calculons le nombre d'associations créées dans chaque commune entre 2018 et 2024 à partir du Répertoire National des Associations (RNA).

Échantillon d'analyse. Pour chaque recensement complémentaire, un échantillon aléatoire de 20 % à 25 % des individus est interrogé dans chaque commune. Afin d'assurer la fiabilité statistique et la représentativité des données, nous excluons les communes de moins de 500 habitants. Nous excluons également les communes ayant connu des modifications de périmètre au cours de la période étudiée. Notre échantillon final est un panel de 10 258 communes que nous suivons sur les huit vagues de recensement, de 1968 à 2016.

Figure 1 – Part de l'Emploi Industriel en 1968 et 2016



Notes : Le graphique montre, pour chaque commune française, la part des habitants travaillant dans le secteur industriel en 1968 et en 2016.
Sources : Base de données Saphir (INSEE).

communale au début de la période considérée, de manière à refléter l'importance relative des communes les plus peuplées tout en préservant la comparabilité dans le temps.

Désindustrialisation et transformation locale

Déclin économique

Nous observons une forte corrélation négative entre le déclin industriel et la performance économique locale : les communes les plus touchées par la désindustrialisation ont connu une hausse du chômage, une baisse des revenus et un recul du PIB.

Les estimations en premières différences indiquent

qu'une réduction de 10 points de pourcentage de la part de l'emploi industriel est associée à une hausse de 0,52 point du taux de chômage local, ainsi qu'à une diminution de 1,2 % du revenu moyen par habitant et de 1,4 % du PIB par habitant. Ces résultats suggèrent que les pertes d'emplois industriels n'ont pas été entièrement compensées par des créations d'emplois dans d'autres secteurs. Si nous ne détectons pas d'effet significatif sur les prix de l'immobilier (en logarithme), nous constatons que les communes ayant connu les plus fortes baisses de l'emploi industriel ont vu la part de logements vacants augmenter.

Les effets de long terme, présentés dans le [Tableau 1](#) et la [Figure 2a](#), confirment et renforcent les tendances observées à court terme : une baisse de la part de l'emploi industriel de 10 points correspond à une hausse de 1 point du chômage et à une diminution de 3,8 % du revenu. Entre 1968 et 2016, la commune médiane (en termes de popula-

tion) a connu une baisse d'environ 12,3 points de la part de l'emploi industriel, ce qui implique une hausse moyenne du chômage de 1,3 point et une diminution du revenu par habitant de 4,6 %.

Fragmentation sociale et désengagement civique

Au-delà des effets économiques, la désindustrialisation a affecté le tissu social et civique des communes françaises.

L'analyse en premières différences montre qu'une baisse de 10 points de l'emploi industriel est associée à une hausse de 2,9 % de la part des personnes vivant seules et à une diminution des taux de mariage, indiquant un isolement social accru et un recul de la formation des couples.

La désindustrialisation est également associée à une baisse de l'engagement civique et à un changement des préférences politiques traditionnelles de la classe ouvrière. Une baisse de 10 points de l'emploi industriel est associée à une diminution de 0,48 point de la participation aux élections présidentielles, ainsi qu'à un recul significatif du soutien électoral à la gauche.

Les estimations de long terme soulignent l'ampleur de ces transformations : pour la commune médiane, la désindustrialisation s'est traduite par une augmentation de 8,0 % des ménages composés d'une seule personne et par une baisse de 1,6 point de la participation électorale (voir le [Tableau 1](#) et la [Figure 2b](#)). Ces effets mettent en évidence la fragmentation sociale et le désengagement politique de long terme qui ont accompagné le déclin industriel.

Déclin démographique et vieillissement de la population

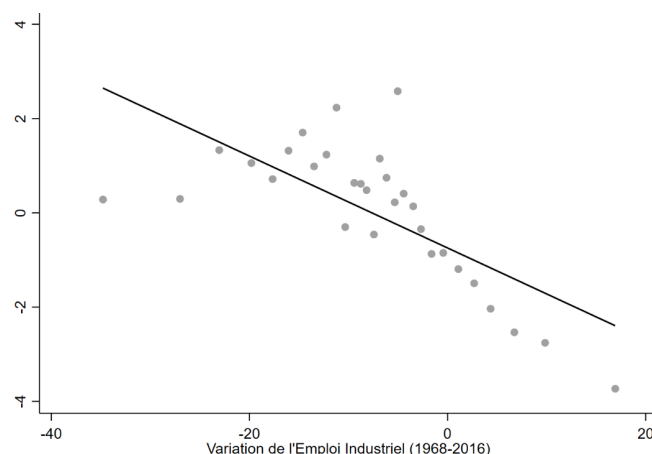
La désindustrialisation a profondément remodelé la structure démographique des communes françaises. Les estimations en premières différences indiquent qu'une baisse de 10 points de la part de l'emploi industriel est associée à une réduction de 1,4 % de la croissance démographique.

Nous observons également un effet clair sur l'âge des résidents : les communes les plus touchées ont connu des hausses plus marquées de leur ratio de dépendance (défini comme le rapport entre les personnes âgées et la population en âge de travailler), une baisse de 10 points de l'emploi industriel étant associée à une augmentation de 2,2 % de ce ratio.

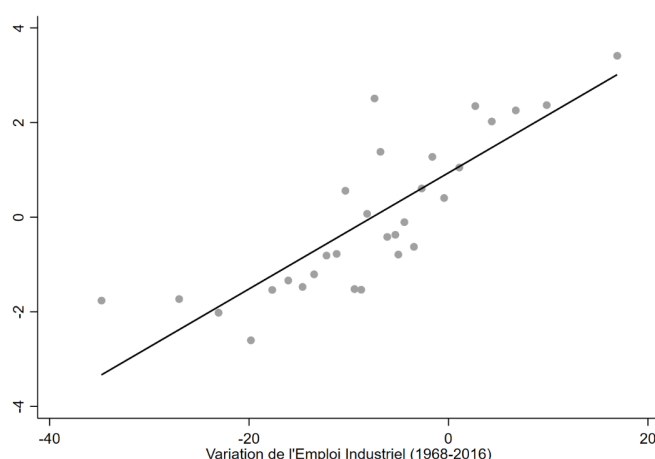
Ces évolutions démographiques sont principalement dues aux comportements de mobilité. Bien que la relation entre déclin industriel et taux de natalité soit négative, elle n'est pas statistiquement significative. En revanche, nous observons des effets importants sur les mouvements de population : une baisse de 10 points de la part de l'emploi industriel est associée à une augmentation de 0,68 point

Figure 2 – Déclin industriel et évolution d'indicateurs socio-économiques

(a) Taux de chômage



(b) Participation à l'élection présidentielle



Notes : Cette figure présente des graphiques de corrélation par groupe entre la variation de long terme (1968–2016) de la part de l'emploi industriel et la variation de long terme (1968–2016) du taux de chômage ([Figure 2a](#)) et du taux de participation électorale aux élections présidentielles au niveau communal ([Figure 2b](#)). L'échantillon comprend un panel équilibré de 10 258 communes de plus de 500 habitants sur la période. Les variables sur les axes x et y représentent les variations résiduelles après avoir contrôlé par les effets fixes départementaux. Les coefficients estimés sont $-0,104$ pour le taux de chômage et $0,132$ pour la participation électorale. Les erreurs-types associées, regroupées au niveau départemental, sont respectivement de 0,012 et 0,014.

Lecture : Chaque point représente un groupe de communes présentant des variations similaires de l'emploi industriel. Par exemple, le point situé à -10 sur l'axe des abscisses indique qu'une baisse de 10 points de pourcentage de la part de l'emploi industriel est associée à une augmentation moyenne de 1,04 point du taux de chômage ([Figure 2a](#)) et à une baisse moyenne de 1,32 point de la participation ([Figure 2b](#)).

Sources : Base de données Saphir (INSEE), Piketty et Cagé (2023)

du taux de départ, soit une hausse de 2,7%. Ces départs sont particulièrement marqués parmi les personnes sans diplôme et parmi les diplômés du supérieur. Le premier effet est cohérent avec le fait que les ouvriers ont été plus durement touchés par la disparition des emplois industriels, tandis que le second concorde avec l'idée que les territoires en cours de désindustrialisation sont devenus moins attractifs.

Tableau 1 – Effets à Long Terme du Déclin Industriel

	(1) Δ_{LD} Chôm.	(2) Δ_{LD} Revenu	(3) Δ_{LD} Seul	(4) Δ_{LD} Partic.	(5) Équipements	(6) Assoc.	(7) Vote « OUI »	(8) Extr. Droite
Variable indépendante								
Δ_{LD} % Part de l'emploi industriel	-0.104*** (0.012)	0.375*** (0.065)	-0.036* (0.021)	0.132*** (0.014)	0.947*** (0.147)	0.042*** (0.010)	0.219*** (0.037)	-0.082** (0.032)
Statistiques descriptives								
Observations	10,257	10,257	10,257	10,222	10,257	10,257	10,255	10,257
Moyenne Var. Dép.	1.481	9.275	5.559	79.28	274.7	9.409	41.58	17.41
Écart-type Var. Dép.	1.554	0.251	2.348	5.691	113.3	5.492	9.678	7.636
Effets fixes								
EF Départementaux	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Notes : Le tableau présente les estimations des régressions en longue différence. La variable dépendante est : (1) le taux de chômage, (2) le (log du) revenu moyen par habitant, (3) la part des personnes vivant seules, (4) le taux de participation à l'élection présidentielle, (5) le nombre total d'équipements de proximité pour 10 000 habitants — calculé sur la base de la population de 2016 — à travers six catégories : santé, éducation, services publics (bureaux de poste et gares), culture, sport et commerces, (6) le nombre moyen d'associations créées annuellement entre 2018 et 2024 pour 10 000 habitants sur la base de la population de 2016, (7) la part de votes « OUI » au référendum de 2005 sur l'UE, et (8) la part de votes pour l'extrême droite à l'élection présidentielle de 2017. Le référendum de 2005 posait la question suivante : « Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe ? ». Dans les colonnes 1 à 4, les variables de résultat sont calculées comme la différence de long terme entre 1968 et 2016, tandis qu'elles sont exprimées en niveau dans les colonnes 5 à 7. Δ_{LD} % Part de l'emploi industriel désigne la différence de long terme (1968-2016) de la part de l'emploi industriel dans l'emploi total, tandis que la différence de long terme est calculée entre 1968 et 2006 pour le référendum de 2005. Le revenu n'étant disponible qu'à partir de 1982, nous considérons l'évolution à long terme du revenu et de l'emploi industriel entre 1982 et 2016 dans la colonne 2. Toutes les régressions incluent des effets fixes départementaux et sont pondérées par la population en début de période. Paris est exclu de cette régression car il s'agit d'une commune ayant le statut de département. La moyenne et l'écart-type des variables dépendantes sont calculés à la date de 1968. Les erreurs-types, regroupées au niveau départemental, sont indiquées entre parenthèses.

Lecture : Le coefficient, dans la colonne 1, indique qu'une augmentation de 1 point de pourcentage de la part de l'emploi industriel est associée à une baisse de 0,104 point du taux de chômage local.

Sources : Base de données Saphir (INSEE), Piketty et Cagé (2023), Répertoire National des Associations (RNA).

Affaiblissement de la vie locale contemporaine

Nous examinons enfin le lien entre le déclin industriel de long terme et la vie locale ces dernières années. Les résultats, présentés dans le [Tableau 1](#), révèlent une forte corrélation négative entre la baisse de l'emploi industriel sur cinq décennies et la disponibilité actuelle d'équipements de proximité. Une baisse de 10 points de l'emploi industriel entre 1968 et 2016 est associée à 9,5 équipements de proximité en moins pour 10 000 habitants en 2018. Les communes les plus touchées disposent de moins de commerces, d'établissements de santé, d'écoles, de lieux culturels et d'infrastructures sportives par habitant. Ces résultats suggèrent que les conséquences de la désindustrialisation dépassent largement la seule dimension économique, mais affectent aussi les infrastructures locales qui structurent la vie quotidienne.

Cette perte d'équipements s'accompagne d'un déclin significatif du capital social local, mesuré par la création d'associations. Une baisse de 10 points de l'emploi industriel implique une diminution de 0,42 association créée par an pour 10 000 habitants — un effet substantiel au regard d'une moyenne annuelle d'environ 9 créations.

Sur le plan politique, une perte industrielle de 10 points

est associée à une baisse de 1,1 point de la participation électorale et à une diminution de 2,2 points du vote « Oui » au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen, ainsi qu'à une augmentation de 4,7 % du soutien à l'extrême droite lors de l'élection présidentielle de 2017 (voir le [Tableau 1](#)). Ces résultats indiquent que la défiance à l'égard de l'intégration européenne et la montée des sentiments populistes ou anti-système sont plus marquées dans les territoires davantage exposés au déclin industriel.

Bien que ces dernières estimations, en s'appuyant uniquement sur des données contemporaines, ne permettent pas d'établir une causalité, elles décrivent des communautés ayant connu non seulement une restructuration économique, mais aussi une transformation sociale et civique profonde.

Conclusion

Cinq décennies de déclin industriel ont profondément transformé le paysage local français. Nos résultats montrent que la désindustrialisation constitue une transformation multidimensionnelle : elle a entraîné une stagnation économique durable, un déclin démographique, un

affaiblissement de la cohésion sociale, une diminution de la participation électorale et de l'engagement associatif.

Plusieurs questions demeurent ouvertes. Dans quelle mesure les politiques territoriales peuvent-elles inverser ces tendances ? Quels types d'investissements — économiques, sociaux ou institutionnels — sont les plus efficaces pour reconstruire la cohésion locale ? Les conséquences politiques observées sont-elles transitoires ou ont-elles durablement modifié le paysage démocratique ?

Alors que les économies avancées continuent de s'adapter aux transformations structurelles, comprendre les mécanismes qui soutiennent l'engagement citoyen et le capital social dans les territoires post-industriels demeure un enjeu central.

Auteurs

Brice Berland est étudiant en doctorat au CREST-ENSAE.

Marco Tabellini est Professeur à Harvard Business School et membre du CEPR, NBER, et LISER.

Clémence Tricaud est Professeure à UCLA Anderson et membre du CEPR et NBER.

Étude de référence

Berland, Brice ; Tabellini, Marco ; and Tricaud, Clémence ;
“Left Behind : The Local Effects of Deindustrialization in France”, working paper, 2026.

Remerciements

Nous souhaitons remercier Haytham Tahriny pour son travail d'assistant de recherche. Cette étude a été menée grâce à l'accès à certaines données confidentielles au sein d'un environnement sécurisé fourni par le CASD (Centre d'Accès Sécurisé aux Données). Cette note a bénéficié du soutien des Investissements d'Avenir (ANR-11-IDEX-0003/Labex Ecodec/ANR-11-LABX-0047).

References

Piketty, T. et Cagé, J. (2023). *Une histoire du conflit politique : élections et inégalités sociales en France, 1789-2022*, Seuil.